

Envoyé en préfecture le 08/07/2022

Reçu en préfecture le 08/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 044-214401903-20220708-CA_2021_VILLE-DE



COMPTE ADMINISTRATIF

2021

RAPPORT SYNTHETIQUE

Conseil Municipal du 28 juin 2022

Avertissement : l'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire qui a impacté fortement les finances de la ville sur cette période et de manière exceptionnelle. Les comparaisons avec 2021 entre postes de dépenses et de recettes de la ville en référence à cette seule année n'apparaissent pas toujours pertinentes et il a été jugé préférable de se référer également à 2019.

Introduction : une section de fonctionnement maîtrisée et des dépenses d'équipement entièrement autofinancées

En fonctionnement, l'année 2021 a été marquée par une progression constante des recettes fiscales (près de 8%) ayant permis de compenser les augmentations de dépenses significatives (+4% des dépenses courantes) après une année de crise sanitaire ayant entraîné la fermeture de certains services et une baisse sensible de certains postes (charges à caractère général).

Ainsi, le résultat de fonctionnement de l'exercice s'élève à un peu plus de 3,5M€ sur 2021, moindre qu'en 2020 mais conformes aux années précédentes.

Les dépenses d'équipement sont restées stables par rapport à 2021, à l'inverse des recettes d'investissement en forte augmentation du fait de l'affectation en réserve d'une partie importante de l'excédent de fonctionnement 2020 en section d'investissement sur 2021.

Cette réserve constituée en 2021 aura permis d'autofinancer la totalité des dépenses d'équipement et permettra de financer une bonne partie des restes à réaliser d'investissement 2021 qui viennent en diminution du résultat d'investissement de l'exercice.

I- LE FONCTIONNEMENT

A- Les recettes réelles de fonctionnement (hors résultat antérieur reporté)

(en €)	Prévisions	Réalisation	% de réalisation
	34 087 850	34 039 290	100%
Impôts et taxes	24 634 407	25 362 029	103%
Dotations et subventions	6 441 205	6 013 920	93%
Produits des services, du domaine	2 540 114	2 279 577	90%
Produits exceptionnels dont cessions	146 993	49 853	34%
Atténuation de charges	182 380	182 764	100%
Reprise provisions	67 512	67 512	100%
Autres produits	75 239	83 636	111%

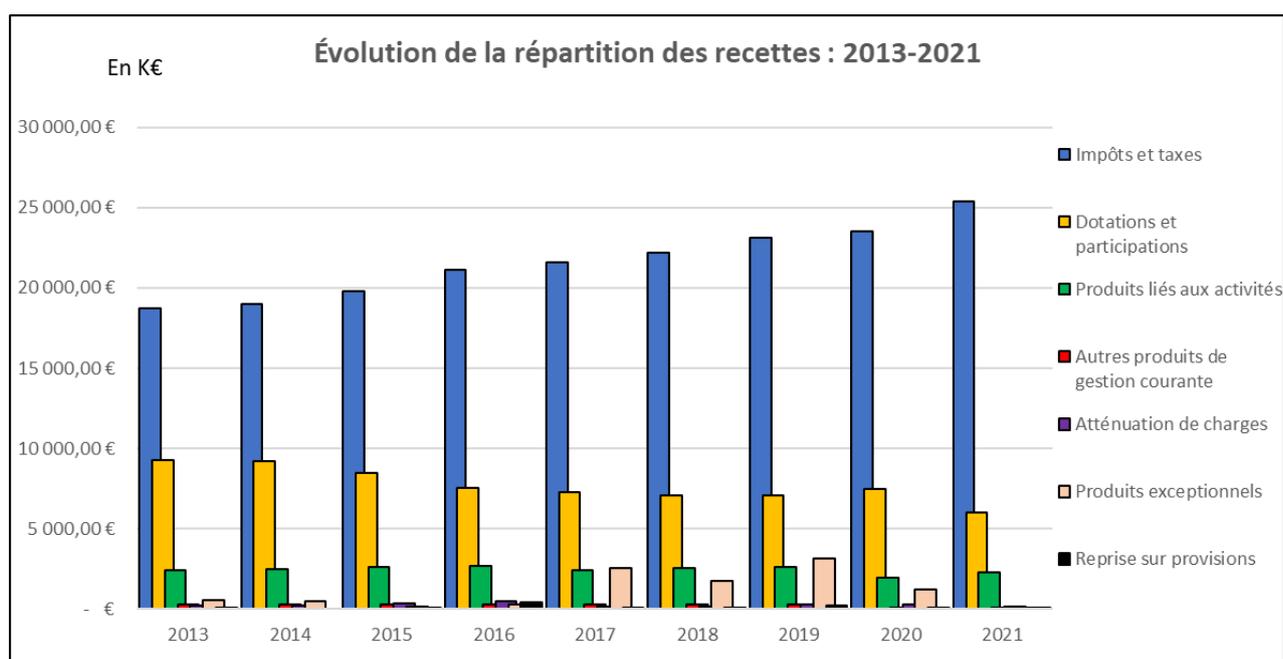
Le taux de réalisation des recettes réelles de fonctionnement est conforme aux prévisions de l'année 2021. Malgré des réalisations proches de celles de 2020, le taux est cependant moins important que celui de 2020 (107%) et encore moins important que celui de 2019, ce qui tend à démontrer que les prévisions budgétaires en recettes s'affinent d'années en années.

L'année 2021 n'a par ailleurs pas été impactée par le produits des cessions qui ont été très modestes (6 000€).

EN K€	2018	2019	2020	2021	2019/2021	2020/2021
Impôts et taxes	22 173	23 119	23 533	25 362	9,7%	7,8%
<i>Dont impôts directs</i>	18 479	19 154	19 762	20 927	9,3%	5,9%
Dotations et participations	7 050	7 071	7 466	6 014	-14,9%	-19,5%
<i>dont dotations de l'Etat</i>	4281	4313	4281	4297	-0,4%	0,4%
<i>dont compensations fiscales</i>	693	719	790	128	-82,2%	-83,8%
Produits liés aux activités	2 556	2 612	1 935	2 280	-12,7%	17,8%
Autres produits de gestion courante	305	267	65	84	-68,7%	28,7%
Atténuation de charges	185	295	283	183	-38,0%	-35,3%
Total des recettes de gestion courante	32 269	33 364	33 282	33 922	1,7%	1,9%
Produits exceptionnels	1 740	3 135	1 199	50	-98,4%	-95,8%
Reprise sur provisions	7	210	104	68	-67,9%	-34,9%
Total des recettes réelles de fonctionnement	34 016	36 709	34 585	34 039	-7,3%	-1,6%

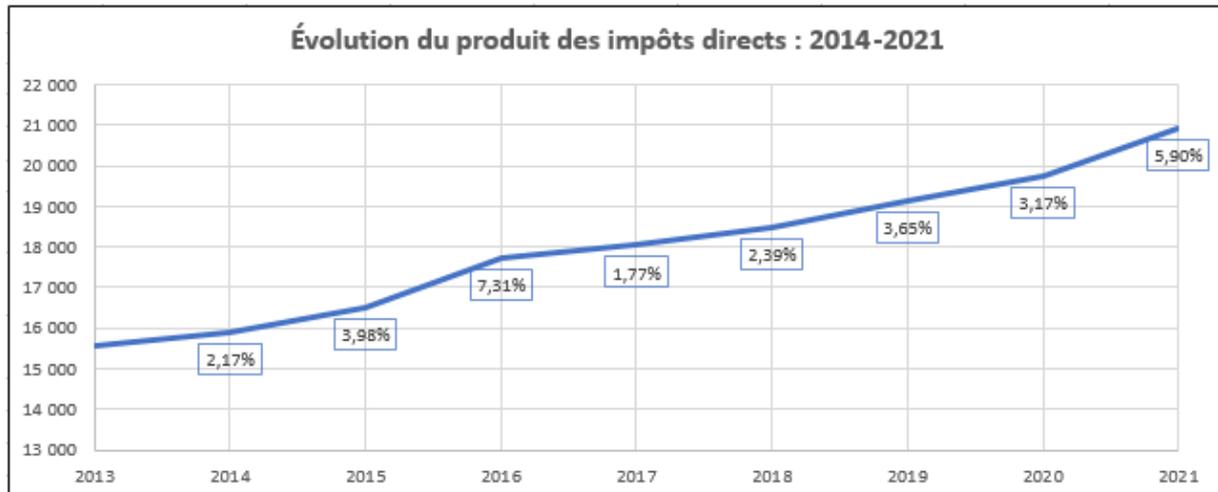
Les recettes réelles de fonctionnement de la ville s'élèvent au CA 2021 à 34.04 M€ (hors résultats antérieurs reportés) en légère diminution par rapport à 2020 (-0.5 M€). Cette baisse s'explique par une baisse significative en 2021 des produits exceptionnels liés aux cessions. Si on compare avec 2019, la baisse des recettes de fonctionnement est encore plus marquée pour les mêmes raisons.

Les recettes de gestion courantes progressent en effet de près de 2% depuis 2019 grâce à la dynamique des bases fiscales.



Le produit des impôts et taxes (25,3 M€) augmente ainsi de 7,5% par rapport à 2020 et de 9,7% par rapport à 2019 (+2,2 M€ sur les 2 précédentes années), ce qui s'explique par :

- **La dynamique de la fiscalité locale (impôts directs) :** la revalorisation des bases fiscales votée lors de la loi de finances 2021 a été très faible en raison de l'inflation (+0.2% contre 1,2% en 2020). Pour autant, l'augmentation des bases sur Saint Sébastien s'est élevée à 1,38% traduisant ainsi le dynamisme démographique de la commune. Mais c'est aussi et surtout la réforme de la fiscalité (suppression de la taxe d'habitation), en transférant la taxe foncière perçue par les Départements aux communes en 2021 en contrepartie d'une baisse des compensations fiscales liées à la taxe d'habitation, qui a impacté le produit des impôts directs. Ainsi, le produit fiscal « net » a augmenté d'1,2 M€ entre 2019 et 2021.



- L'augmentation des occupations du domaine public (ODP) passant de 168K€ à 250K€ entre 2019 et 2021 (dont 130K€ pour l'opération So'green), et surtout **la progression significative des droits de mutation** de 400K€ sur la période (1,5M€ en 2019 et 1,9M€ en 2021)

Le poste Dotations et participations est en forte baisse par rapport à 2020 (-1,5M€) du fait :

- De la fin de l'aide COVID de la CAF venant compenser la baisse de fréquentation enregistrées dans les structures Petite Enfance en 2020 (-800K€)
- De la suppression des compensations liées aux exonérations de la Taxe d'Habitation du fait de la suppression de celle-ci (-750K€), très peu compensée par une augmentation des compensations fiscales liées à la part de la taxe foncière en provenance du Département (+80K€)

Les produits liés aux activités des services ont progressé par rapport à 2020 (+350K€) mais n'ont pas retrouvé leur niveau de 2019. La plupart de ces produits n'ont pas atteint le niveau des prévisions inscrites au budget 2021 (90% en moyenne).

Les produits en progression sensible sont les services à caractère social (+86K€) et surtout les produits liés aux activités périscolaires (+315K€) qui dépassent le niveau atteint en 2019.

Le poste atténuation de charges poursuit sa diminution en 2021 (- 100K€).

Ces atténuations de charges correspondent aux remboursements sur rémunérations du personnel. Les années 2020 et 2021 ayant été marquées par la crise sanitaire, il y a eu moins d'arrêts de travail et donc moins d'indemnités journalières.

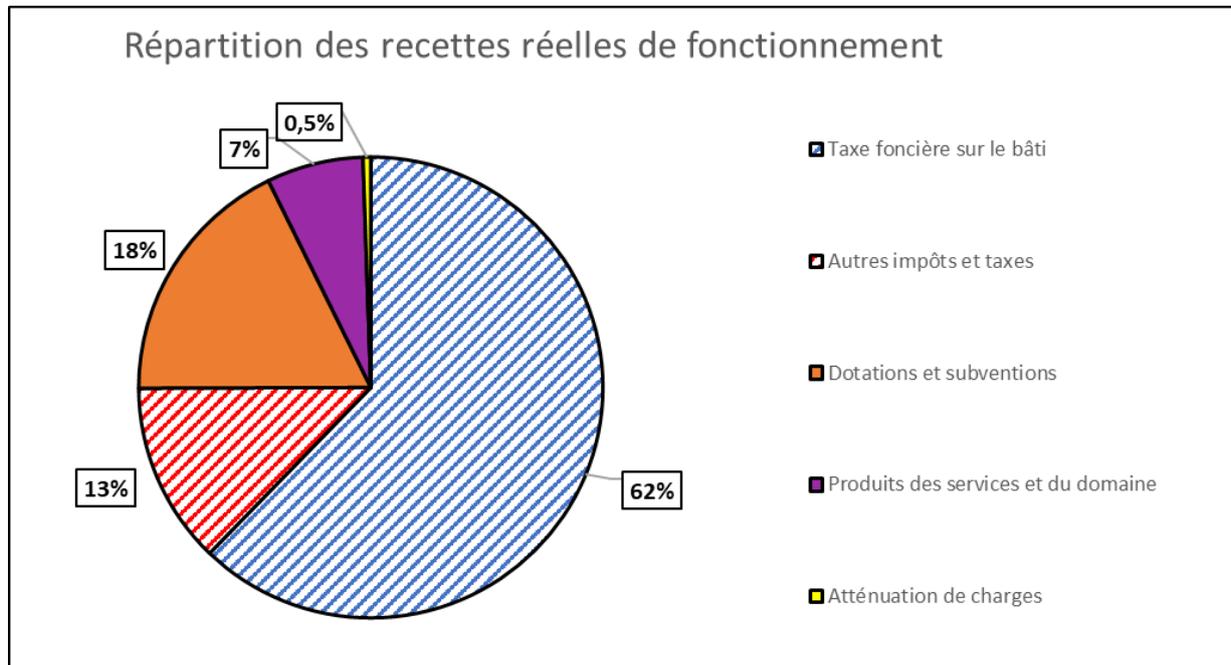
Les produits exceptionnels, composés principalement des produits de cessions sont en forte baisse par rapport à 2020(-1,5M €), tout comme en 2019 (-2 M€).

Les reprises de provisions poursuivent également leur baisse

Ces recettes dépendent des provisions constituées lors des exercices antérieurs. A ce jour, il ne reste plus que quelques provisions de faibles montants.

Comme le montre le graphique ci-dessous, les recettes des impôts directs et indirects prennent de plus en plus d'importance dans le budget de la collectivité et représentent 75% des recettes réelles de fonctionnement en 2021 (contre 68% en 2020 et 65% en 2019); le 2^{ème} poste de recettes (dotations et participations) restant stable à 18%.

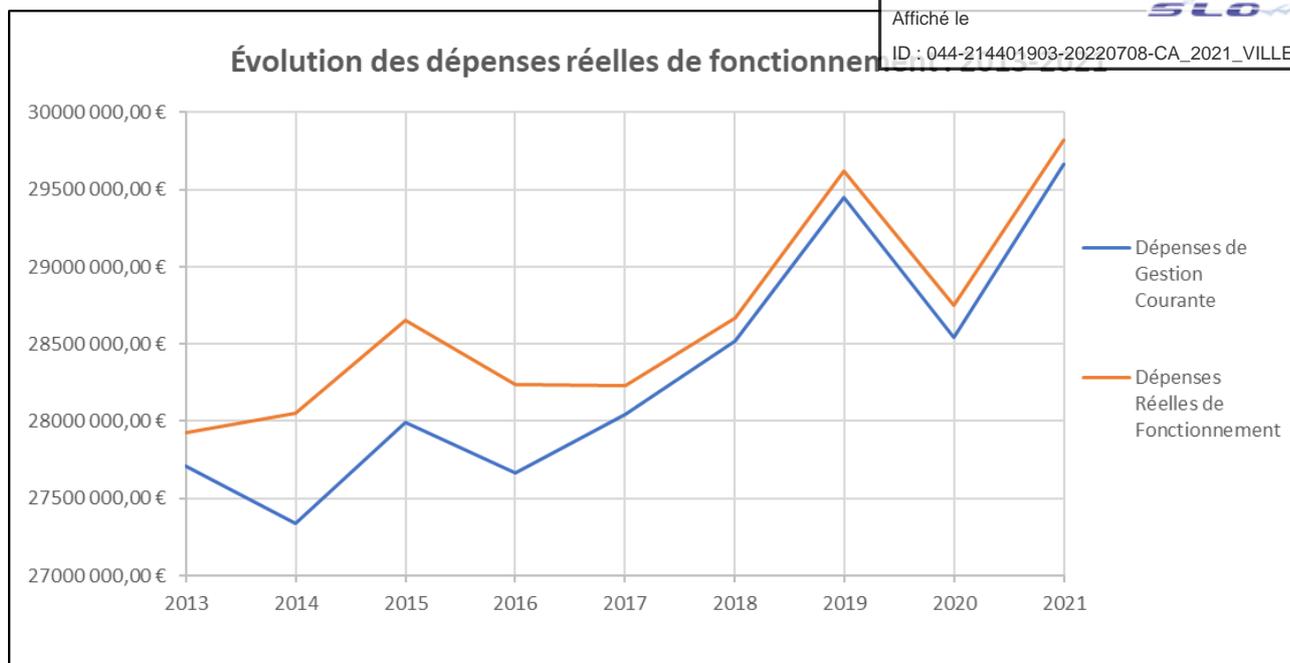
Les produits des services et du domaine sont en baisse et représentent 7% des recettes de fonctionnement comme en 2019.

**B- Les dépenses réelles de fonctionnement (DRF)**

(en K€)	Prévisions	Réalisation	% de réalisation
	33 085 681	29 822 091,89	90%
Charges de personnel et frais assimilés	21 500 653	21 376 679	99%
Charges à caractère général	5 581 524	4 724 614	85%
Autres charges de gestion courante	3 230 025	3 163 333	98%
Atténuation de produits	405 000	400 880	99%
Charges financières	87 000	80 526	93%
Charges exceptionnelles	211 796	76 060	36%
Dépenses imprévues	2 069 683	0	0%
Dotations pour provisions	0	0	100%

Le taux de réalisation des dépenses de fonctionnement est de 90 % en 2021 contre 89% en 2020 et 91% en 2019 démontrant, malgré les conséquences de la pandémie, l'implication des services tout au long de l'année dans le suivi de leurs budgets mais aussi leur sincérité.

Après une baisse sensible des dépenses en 2020 sur les chapitres « charges à caractère générale » et « autres charges de gestion courante », le niveau des dépenses réelles de fonctionnement 2021 est revenu au-dessus de son niveau de 2019.



On constate ainsi une augmentation de 3,7% des dépenses réelles de fonctionnement 2021 par rapport à l'exercice 2020.

Le tableau ci-dessous retrace les évolutions des principaux postes de dépenses depuis 2013 et explique le rattrapage des dépenses 2021 :

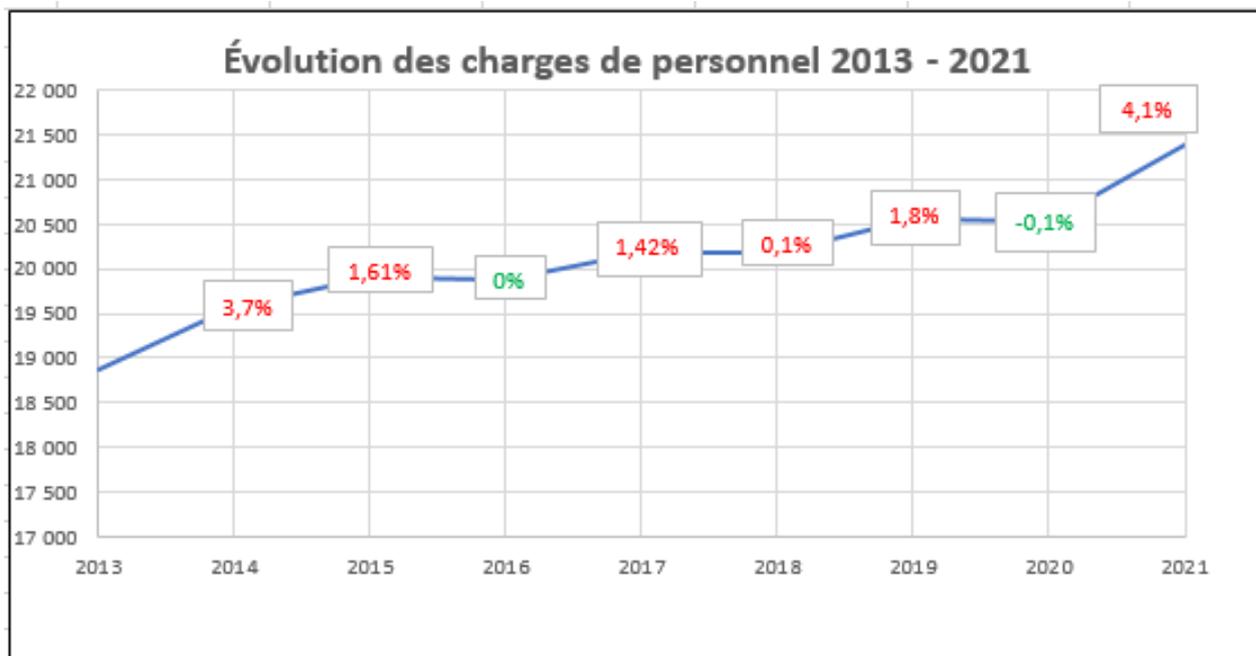
(en K€)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	variation 2020/2021
Charges de personnel	18 880	19 580	19 896	19 890	20 172	20 189	20 558	20 535	21 377	4,1%
Charges à caractère général	5 446	4 910	5 029	4 689	4 863	5 111	5 323	4 691	4 725	0,7%
Autres charges de gestion	3 336	2 636	2 941	2 744	2 568	2 784	3 140	2 921	3 163	8,3%
<i>dont SIVU</i>	<i>1 100</i>	<i>400</i>	<i>707</i>	<i>462</i>	<i>333</i>	<i>387</i>	<i>702</i>	<i>561</i>	<i>650</i>	<i>15,8%</i>
Atténuation de produit	47	210	126	342	443	438	425	397	401	0,9%
Total Dépenses courantes	27 709	27 336	27 992	27 665	28 046	28 522	29 446	28 545	29 666	3,9%
Charges financières	202	216	219	177	137	117	98	85	81	-5,4%
Charges exceptionnelles et provisions	16	500	443	395	48	30	75	123	76	-38,3%
Total Dépenses Réelles de Fonctionnement	27 927	28 052	28 655	28 237	28 231	28 669	29 619	28 753	29 822	3,7%

Les dépenses de gestion courante, qui regroupent toutes les dépenses récurrentes de la collectivité, augmentent de 3,9% sur 1 an, traduisant notamment l'impact de la perturbation de l'activité liée à la pandémie en 2020. Par rapport à 2019, l'augmentation de ces dépenses n'est que de 0,7%.

Les principales augmentations se situent au niveau :

- **de la masse salariale (+4,1%).**

Après un léger tassement en 2020 (-0,1%), les charges de personnel ont sensiblement augmenté sur l'exercice 2021 comme le montre le graphique suivant :



L'augmentation plus importante que les exercices précédents s'explique par la mise en place du RIFSEEP (+250K€), l'augmentation de la rémunération des postes d'agents titulaires (+433K€) et des cotisations retraites (+139K€).

- **des charges à caractère général en légère augmentation (+0.7%), soit + 33K€.**

Elles regroupent toutes les dépenses pour le fonctionnement courant de la collectivité (fluides, assurance, entretien, maintenance, nettoyage des locaux, restauration scolaire, fournitures, transports collectifs ...).

Après une forte baisse de ces dépenses en 2020 pour cause de crise sanitaire (-650K€), la hausse de 33K€ est loin de rattraper le niveau de 2019. De fait, avec un budget en augmentation de 60K€ par rapport à 2019, le taux d'exécution n'est que de 85%.

Les taux de réalisation les plus faibles portent sur les dépenses de chauffage et de location mobilières (78%), les autres frais divers (assistance informatique, participation Cinéville) avec un taux de réalisation de 23%, les prestations diverses (prestations des centres de loisirs et des séjours moins nombreuses) réalisées à 63%, les dépenses de réception en constante diminution (71%).

Les augmentations de 2021 portent principalement sur les postes suivants :

- dépenses d'alimentation pour les restaurants scolaires (retour normal après le confinement) : + 205K€
- + 48 000 € pour les achats de fournitures non stockées et petits équipements
- Entretien des bâtiments de la collectivité : + 48 500€
- Assurances dommage ouvrage : + 46 000€ (dépense quasi-inexistante en 2019 et 2020)
- Transports collectifs : + 31 500€
- Frais de nettoyage des locaux : +20 000€

Certains postes ont en revanche diminué. C'est le cas :

- Des dépenses d'électricité et de chauffage urbain :
- Des locations mobilières et immobilières : - 35 600€
- Des contrats de maintenance (-72 500€) qui avait fortement progressé entre 2019 et 2020). Cela concerne surtout les contrats de maintenance informatique
- Des charges de copropriété (pour 99 000 € dont 70 000€ pour Cinéville)
- Des prestations diverses (dont entretien du linge) : - 110K€

- **Les autres charges de gestion sont revenues à leur niveau de 2019 avec une progression de 8,3% par rapport à 2020**

Cette évolution est liée principalement :

- A la contribution au SIVU (+34K€), après une forte baisse en 2020 (-133K€) du à la fermeture de la piscine intercommunale pendant une longue période de 2020
- La hausse des contributions obligatoires (+142K€) qui correspondent notamment au forfait communal versé aux écoles privées, après une baisse de 55 000€ en 2020

- **Le poste « atténuation de produit » est en légère hausse (+0.9%) du fait :**

- D'une légère augmentation du prélèvement au titre de l'article 55 de la loi SRU : 324 651€ en 2021 (contre 321 041€ en 2020 mais 344 474€ en 2019).
- Du maintien de la contribution au Fonds de Péréquation des Ressources fiscales Intercommunales et Communales (FPIC) à 76 229€ en 2021

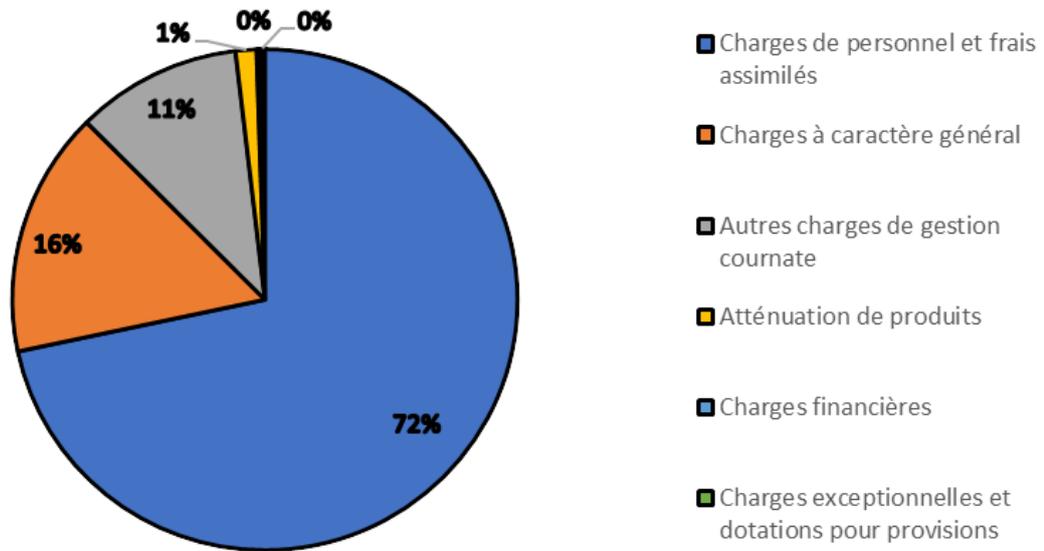
Les charges financières poursuivent leur diminution (-5,4%) grâce à un désendettement de la collectivité depuis plusieurs années et des taux d'intérêts qui sont restés très faibles en 2021.

Les charges exceptionnelles et les provisions sont en diminution de 38.3%

Ces charges ont été importantes en 2020 du fait de l'achat des masques pour 100 000 euros non reconduits sur 2021. Par contre, l'année 2021 a été marquée par de nombreux remboursements de billets liée à l'annulation de spectacle pour cause de crise sanitaire (40K€ environ).

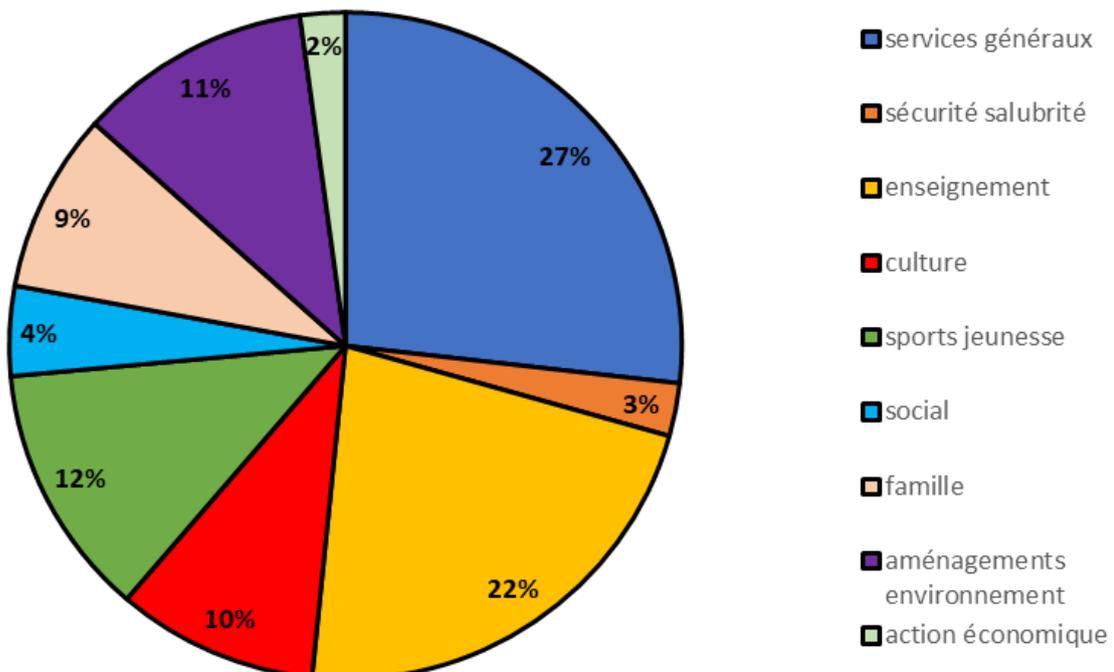
Du fait d'une augmentation importante des charges de personnel qui représente le poste de loin le plus important des dépenses de fonctionnement de la collectivité, le poids de ces dernières a encore évolué en 2021 et représente 72% des dépenses réelles de fonctionnement (contre 71% en 2020 et 69% en 2019).

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement par chapitre



La structure des dépenses de fonctionnement par secteur d'activité reste en revanche stable d'une année sur l'autre. Les services généraux (administratifs) représentent un peu plus d'1/4 des dépenses, suivi par le secteur enseignement-formation à 22%

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement par secteurs d'activité (hors opérations non ventilables)



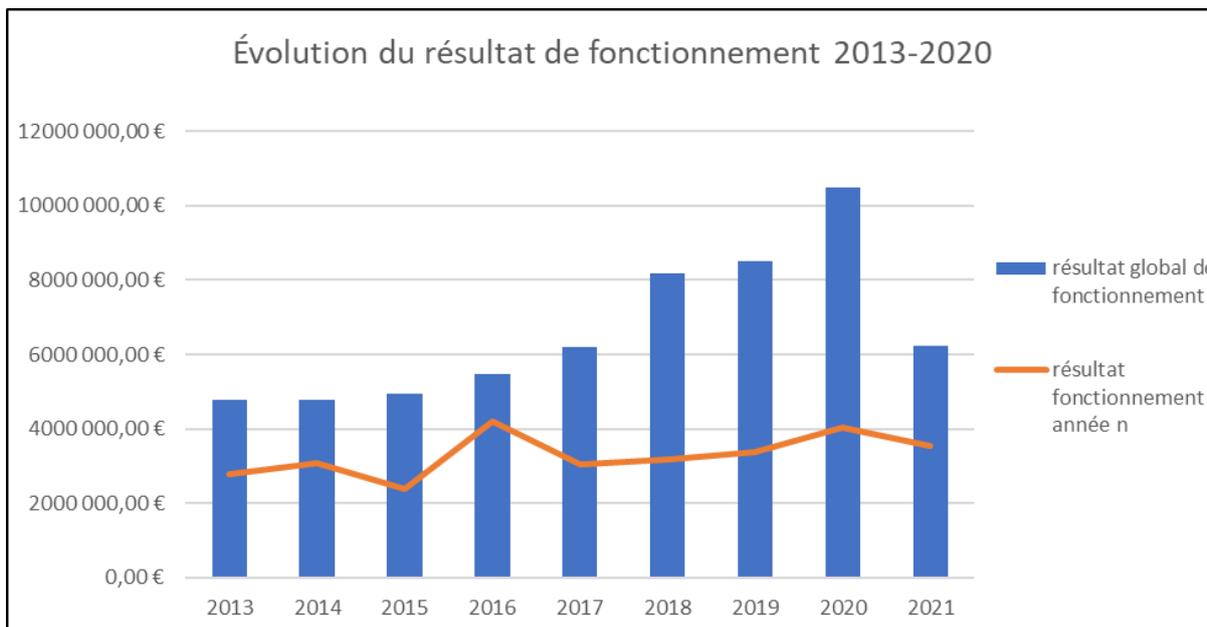
C - Le solde de fonctionnement :

Le solde de l'exercice 2021 s'élève à 3 555K€, en diminution par rapport à 2020, mais conforme à celui de 2019.

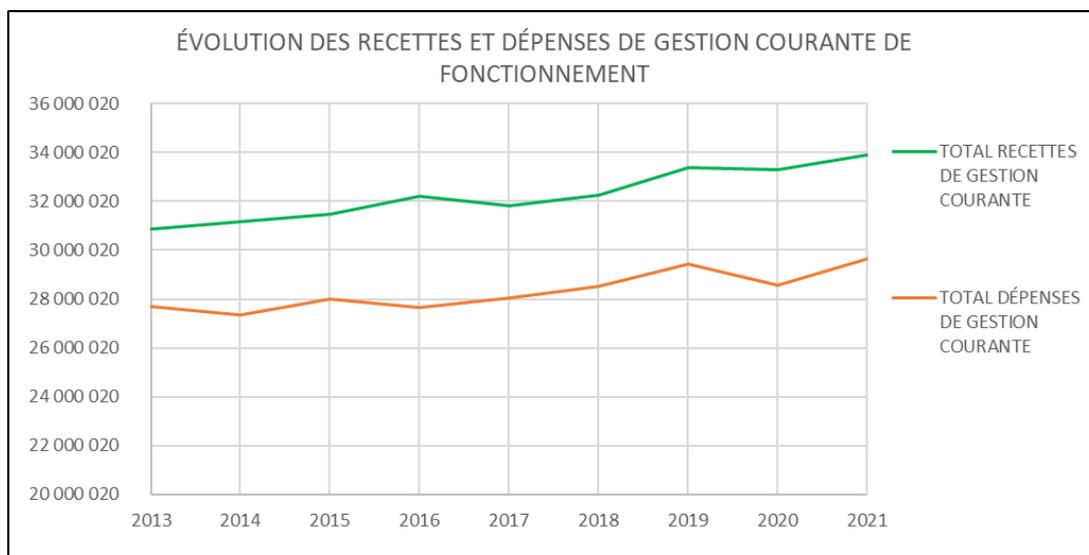
Le résultat de clôture (ou résultat cumulé), qui intègre les résultats reportés des exercices précédents, est en diminution sensible du fait d'une affectation importante de l'excédent de fonctionnement 2020 en section d'investissement lors du budget supplémentaire 2021, afin de résorber l'emprunt d'équilibre inscrit au budget primitif 2021.

Cela se traduira par un besoin de financement de la section d'investissement nettement moindre en 2021 (cf. page 14).

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Résultat de l'exercice	4 215	3 048	3 174	3 388	4 046	3 555
Résultat de clôture	5 463	6 194	8 168	8 510	10 486	6 245



L'évolution des dépenses et des recettes de gestion courantes (hors cessions, dépenses et produits exceptionnels) qui se maintiennent à un écart d'environ 4M€ attestent ainsi de la bonne santé financière de la ville.



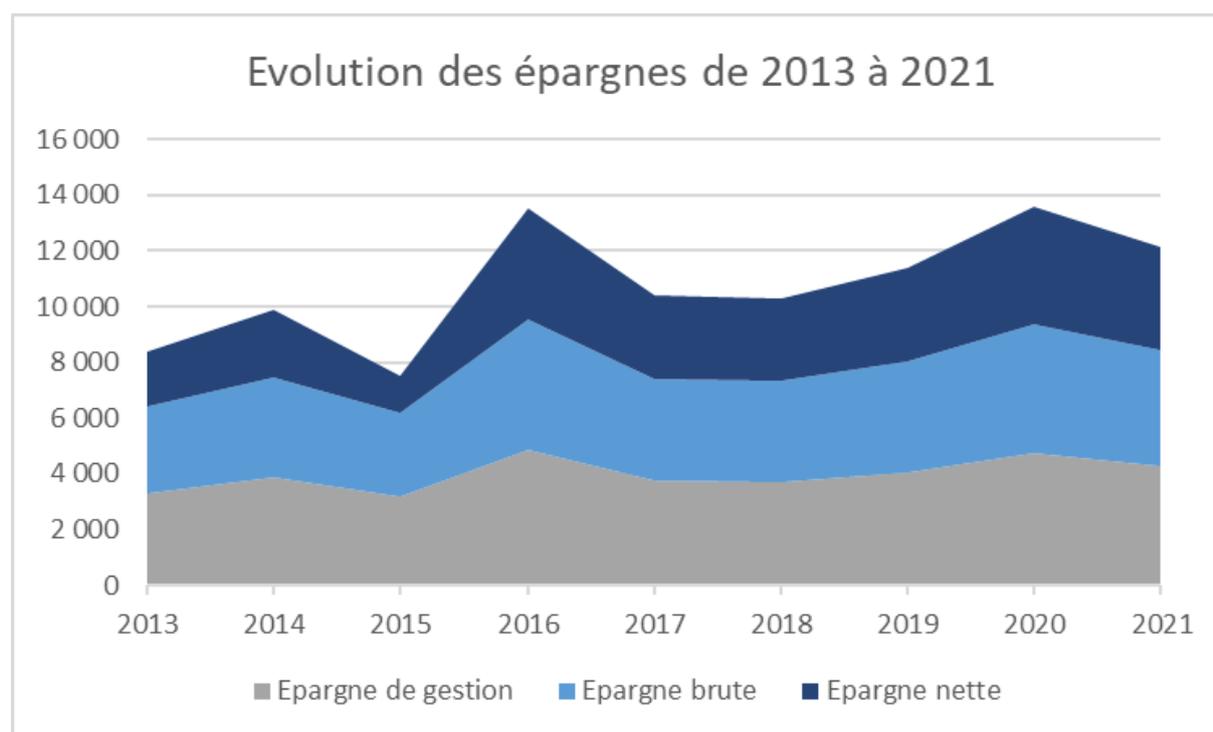
III - L'Épargne

L'épargne de gestion est en baisse de 2020 à 2021 mais reste à un niveau tout à fait conforme à celui des années précédentes et vient confirmer la bonne évolution des recettes et des dépenses.

L'année 2020 s'est en effet caractérisée par une diminution de l'activité venant également diminuer une partie des dépenses de la collectivité alors que des compensations en recettes sont venues limiter les effets de la crise sanitaire et que les recettes fiscales n'ont pas été impactées et ont continué de progresser, ce qui a débouché sur une situation financière plutôt favorable.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2020-2021
recettes réelles de fonctionnement hors cessions	31 013	31 668	31 625	32 904	31 853	32 269	33 574	33 386	33 990	1,8%
dépenses réelles de fonctionnement hors intérêt de la dette	27 703	27 824	28 433	28 060	28 094	28 552	29 521	28 668	29 741	3,7%
Epargne de gestion	3 310	3 844	3 192	4 844	3 759	3 717	4 053	4 718	4 249	-9,9%
Intérêts de la dette	224	227	221	177	137	117	98	85	81	-4,9%
Epargne brute	3 086	3 617	2 971	4 667	3 622	3 600	3 955	4 632	4 168	-10,0%
capital de la dette	1 128	1 182	1 631	627	604	617	556	387	433	11,9%
Epargne nette	1 958	2 435	1 340	4 040	3 018	2 983	3 399	4 245	3 735	-12,0%

La bonne tenue des épargnes brute et nette s'explique une nouvelle fois par la diminution du remboursement des intérêts de la dette du capital de la dette.



Le niveau d'épargne brute et d'épargne nette en 2021 restent par conséquent tout à fait satisfaisants et se maintiennent bien au-dessus des seuils d'alerte.

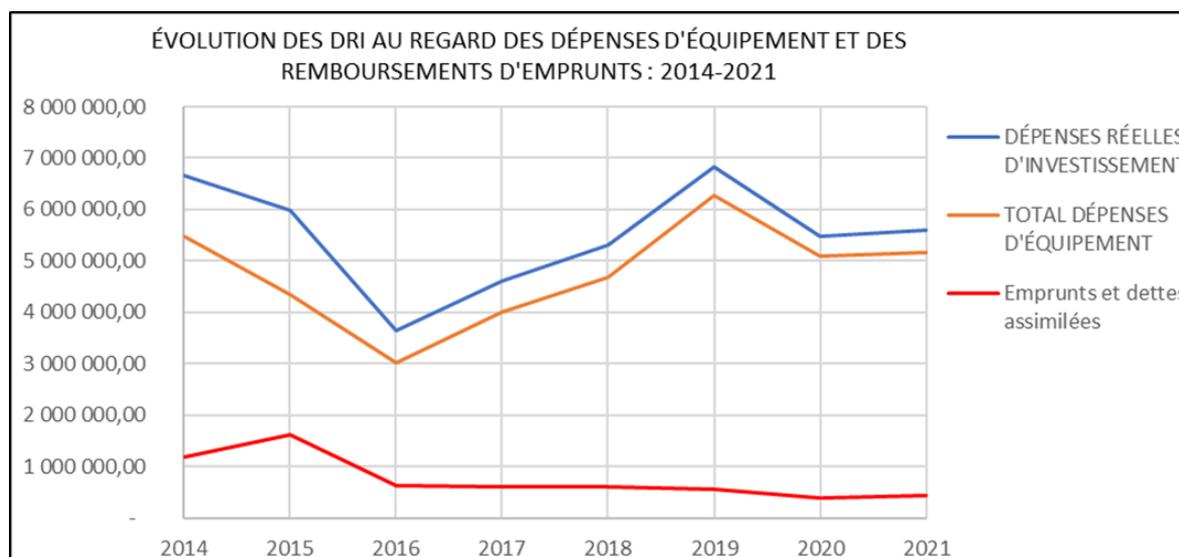
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	seuil d'alerte
taux d'épargne brute	9,95%	11,42%	9,39%	14,18%	11,37%	11,16%	11,78%	13,88%	12,26%	8%
taux d'épargne nette	6,31%	7,69%	4,24%	12,28%	9,48%	9,24%	10,12%	12,72%	10,99%	3%

IV - L'INVESTISSEMENT

A- Les dépenses d'équipement :

Après une progression marquée entre 2016 et 2019, le montant des dépenses d'équipement (hors restes à réaliser) à faiblement évolué entre 2020 (5,1M€) et 2021 (5,17M€) comme l'indique le tableau ci-dessous.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Immobilisations incorporelles	207 306,02	158 027,58	169 388,24	318 152,38	209 157,65	210 000,92	262 565,25	271 515,05
Subventions d'équipements	13 648,00	7 753,00	50 362,00	20 244,00	63 343,00	6 806,00	-	12 901,00
Immobilisations corporelles	741 188,05	821 297,83	794 137,39	687 810,16	1 223 634,50	1 006 353,79	1 349 835,32	660 317,44
Immobilisations en cours	4 518 879,35	3 357 957,44	2 014 414,95	2 975 955,27	3 187 337,50	5 049 942,75	3 484 722,66	4 225 857,32
TOTAL DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	5 481 021,42	4 345 035,85	3 028 302,58	4 002 161,81	4 683 472,65	6 273 103,46	5 097 123,23	5 170 590,81
Subventions d'investissement	-	-	3 194,85	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes assimilées	1 181 601,84	1 631 594,80	626 669,29	603 598,95	617 391,85	555 987,83	387 117,14	432 893,02
Dépenses imprévues	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DRI	6 662 623,26	5 976 630,65	3 658 166,72	4 605 760,76	5 300 864,50	6 829 091,29	5 484 240,37	5 603 483,83



L'année 2021 se caractérise en revanche par un montant très important de restes à réaliser (6,9M€ en 2021 contre 4,8M€ en 2020) dans les 3 postes de dépenses d'équipement et particulièrement sur les immobilisations en cours. Les restes à réaliser concernent des opérations engagées qui connaissent un décalage de phases de travaux et/ou un différé dans leur paiement entre l'exercice comptable et l'année de réalisation effective.

Ainsi, les dépenses d'études en vue de la réalisation de travaux progressent par rapport à 2020 et surtout 2019 mais les crédits ne sont consommés qu'à hauteur de 31% du budget 2021, les études portant sur les grands projets du mandat (Gymnase des Savarières, stade René Massé et GS du Douet) ayant juste démarré. Les dépenses consacrées aux logiciels poursuivent leur baisse et ne sont réalisées qu'à 33% des inscriptions en raison du retard pris dans la refonte du site internet et la mise en place du nouveau parapheur.

Les dépenses consacrées à l'achat de matériels, mobiliers, matériels de transport n'ont été réalisées qu'à 49%. Ce faible taux de réalisation concerne tous les postes, sans doute en raison des difficultés d'approvisionnement liées à la reprise économique très forte après le ralentissement lié à la crise sanitaire.

Outre les difficultés citées précédemment qui ont ralenti le lancement des opérations de travaux, l'année 2021 a été marquée par un renouvellement important de l'encadrement qui a probablement ralenti l'avancée des projets

	Budgété 2021	Réalisé 2021	
Immobilisations incorpo.	859 026,55	271 515,05	337 801,51
Subvention d'équipements	13 000,00	12 901,00	-
Immobilisations corporelles	1 355 758,30	660 317,44	527 790,91
Immobilisations en cours	10 278 963,56	4 225 857,32	5 825 260,11
TOTAL DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	12 506 748,41	5 170 590,81	6 890 852,53
Emprunts et dettes assimilées	447 000,00	432 893,02	-
Dépenses imprévues	46 235,39	-	-
TOTAL DRI	12 999 983,80	5 603 483,83	6 890 852,53
Opérations d'ordre	215 000,00	206 870,44	-
Opérations patrimoniales	575 600,00	385 459,60	-
TOTAL DÉPENSES D'ORDRE	790 600,00	592 330,04	0,00
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	13 790 583,80	6 195 813,87	6 890 852,53

En 2021, la ville a poursuivi l'étude ou la réalisation de nouveaux équipements (études ou travaux non achevés en 2020) entrant dans le programme pluriannuel d'investissement, pour un montant d'1,5M€ :

- L'étude pour le stade René Massé
- L'étude pour la construction d'un nouveau gymnase des Savarières
- L'étude pour l'agrandissement de l'école Théodore Monod
- L'étude pour la construction d'un nouveau groupe scolaire
- Des travaux d'amélioration pour le centre de loisirs 10/14 ans
- L'achèvement de la station nuage
- L'achèvement des travaux de construction de locaux de stockage pour les associations
- Le démarrage de la construction du nouveau Centre Technique Municipal

La ville poursuit son programme de renouvellement des équipements et de l'entretien de ses bâtiments, notamment :

- La reprise des aires de jeux et le renouvellement du mobilier urbain ;
- L'entretien des bâtiments de la ville ;
- Le démarrage de la réalisation d'un schéma directeur immobilier et énergétique
- Les travaux de réfection des bâtiments et des cours des écoles et le renouvellement de leurs matériels et mobiliers;
- L'entretien et/ou le renouvellement du parc informatique ;

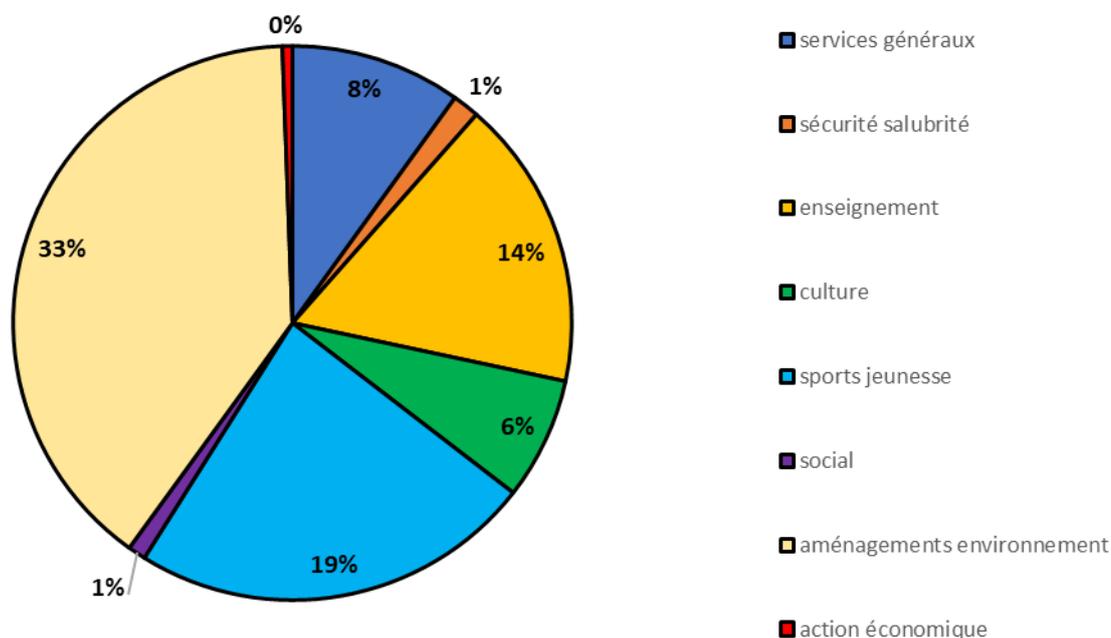
De nombreux travaux ont aussi été menés sur les espaces publics, dont :

- Le démarrage de la création de la forêt urbaine
- la réalisation de la 1^{ère} phase de la végétalisation du cimetière du bourg

Des acquisitions d'équipements et de matériel hors PPI :

- Matériels informatiques supplémentaires pour le travail déporté imposé par la crise
- Gros matériels pour les espaces publics
- Acquisition de véhicules
- Refonte du site internet et déploiement du nouveau logo de la ville
- Matériel et mobilier pour les services sport et jeunesse
- Renouvellement du mobilier de la salle du conseil
- Matériel informatique pour les services de la ville

Répartition des dépenses réelles d'investissement par secteur (hors opérations non ventilables)



Alors que les dépenses d'équipement des services généraux représentaient la moitié des dépenses totales d'équipement de la collectivité (construction des bâtiments Iris et Céleste), elle ne représente plus que 8% en 2021.

La répartition des investissements 2021 s'est orientée prioritairement vers les secteurs de culture, sports et jeunesse (+ 15 points chacun en 2021 par rapport à 2020) et surtout les services liés à l'aménagement et l'environnement, passant de 14% à 33% des dépenses totales d'équipement.

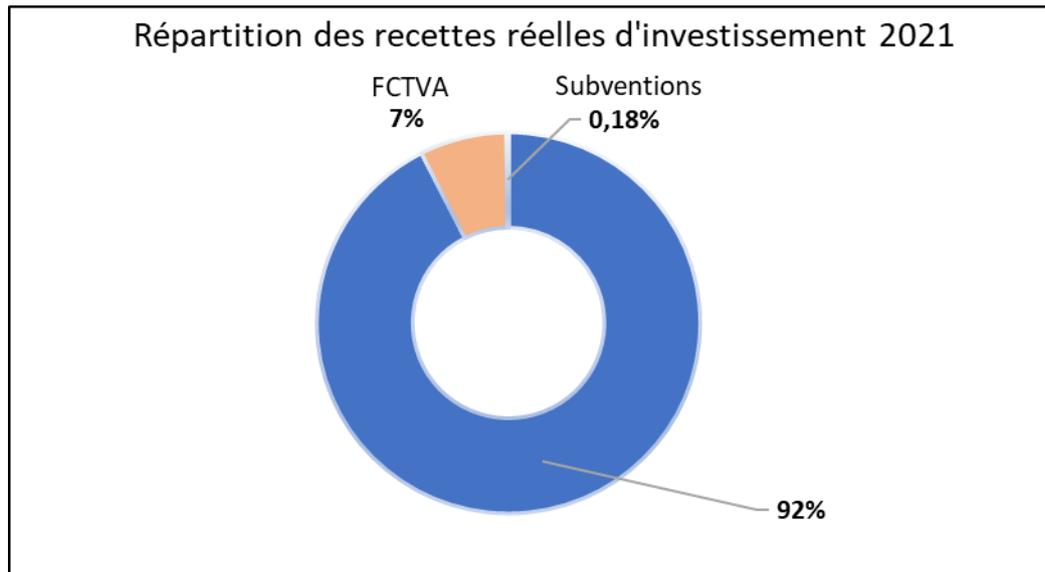
B- Le financement des dépenses d'investissement :

Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 8,4M€ (hors restes à réaliser), en forte augmentation par rapport aux années précédentes (autour de 3-4M€).

Comme évoqué précédemment, le choix de l'affectation des excédents de fonctionnements 2020, après financement des restes à réaliser, s'est porté sur la section d'investissement afin de retirer les crédits d'emprunts inscrits au budget primitif et permettre le financement à terme des futurs investissements inscrits au programme pluriannuel des investissements.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Subventions d'investissement	8 742,63	485 983,50	74 309,59	135 004,39	26 172,90	89 876,27	22 000,00	15 000,00
Immobilisations incorporelles	-	-	1 016,07	-	-	-	10,80	-
Immobilisations corporelles	-	-	957,60	52,00	-	-	268,14	-
Immobilisations en cours	1 050,06	1 716,47	38,58	-	237,73	1 285,59	2 238,21	7,70
Emprunt et dettes assimilées	1 500 000,00	1 500 000,00	1 000 000,00	-	-	-	1 100 000,00	-
TOTAL RECETTES D'ÉQUIPEMENT	1 509 792,69	1 987 699,97	1 076 321,84	135 056,39	26 410,63	91 161,86	1 124 517,15	15 007,70
Dotations	3 962 969,30	2 797 888,14	4 501 214,06	2 956 994,22	1 648 616,07	3 658 607,66	2 723 233,67	8 412 425,52
dont FCTVA	874 630,60	567 794,23	798 916,05	639 514,55	448 616,07	613 107,66	653 233,67	617 536,81
dont excédents capitalisés	3 088 338,70	2 230 093,91	3 702 298,01	2 317 479,67	1 200 000,00	3 045 500,00	2 070 000,00	7 794 888,71
Dépôts et cautionnements reçus	-	100,00	600,00	100,00	100,00	-	-	-
Produits des cessions d'immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-

Ainsi, les investissements sont financés à plus de 90 % par l'autofinancement, le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) n'intervenant que pour 7% des recettes d'investissement.



C – Le solde d'investissement

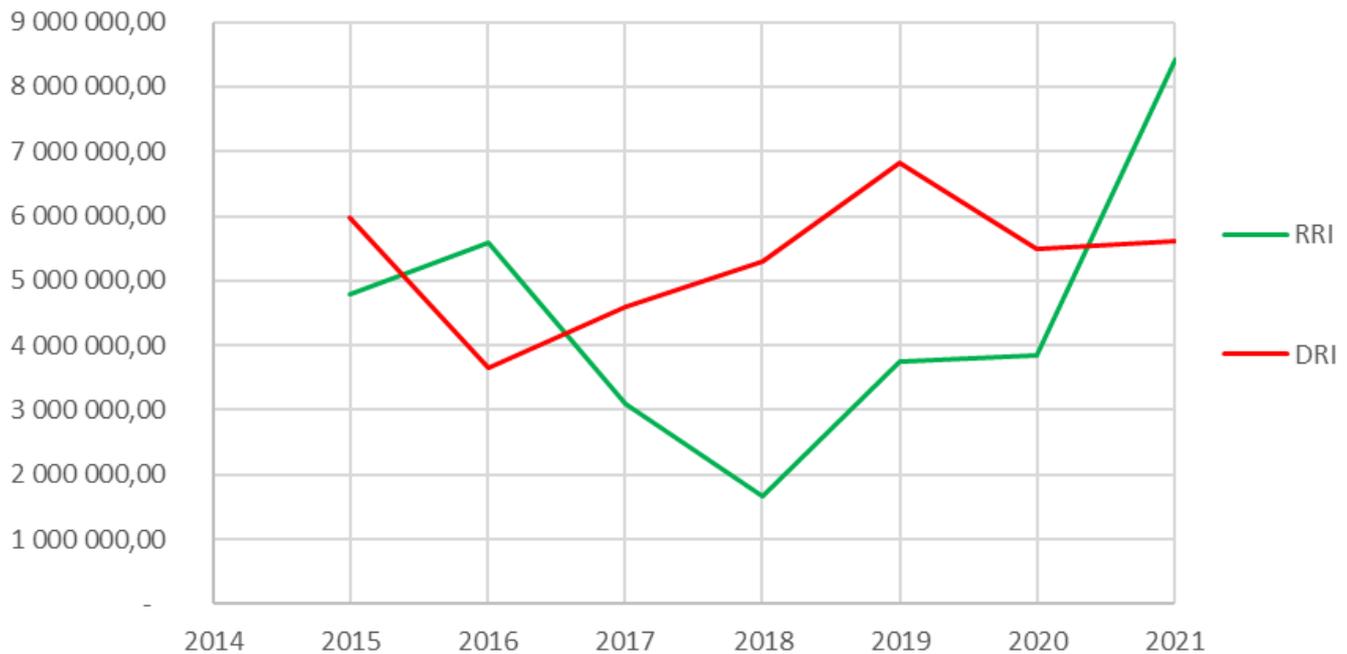
Compte tenu de l'affectation de près de 8M€ en réserve sur 2021, le résultat de l'exercice d'investissement 2021 est largement positif à près de 3,5M€.

Le solde cumulé, qui tient compte des résultats antérieurs de + 0,54 M€ s'élève ainsi à plus de 4M€ en 2021.

Le solde cumulé net, qui tient compte du solde des restes à réaliser significatifs sur 2021 (près de 6M€), et qu'il conviendra de financer en 2022, est lui de : - 1,9 M€

(en M€)	Réalisations	Restes à réaliser
Dépenses	6 195 813,87	6 890 853 €
Dépenses d'équipement	5 170 591	6 890 853
Dépenses financières	432 893	
Opérations d'ordre/patrimoniales	592 330	
Recettes	9 682 370 €	954 481 €
Recettes réelles	8 427 433	954 481
Opérations d'ordre	1 254 937	
Solde 2021	3 486 556 €	-5 936 371 €
Solde d'exécution reporté 2020	543 066 €	
Solde d'investissement cumulé	4 029 622 €	
Solde d'investissement cumulé net (avec les restes à réaliser)	-1 906 749 €	

ÉVOLUTION CROISÉE DES RRI ET DES DRI : 2



V - L'emprunt et la gestion de la dette

Grâce à une dette maîtrisée depuis de nombreuses années, l'encours global de la ville est faible et les charges d'intérêts se réduisent d'années en années.

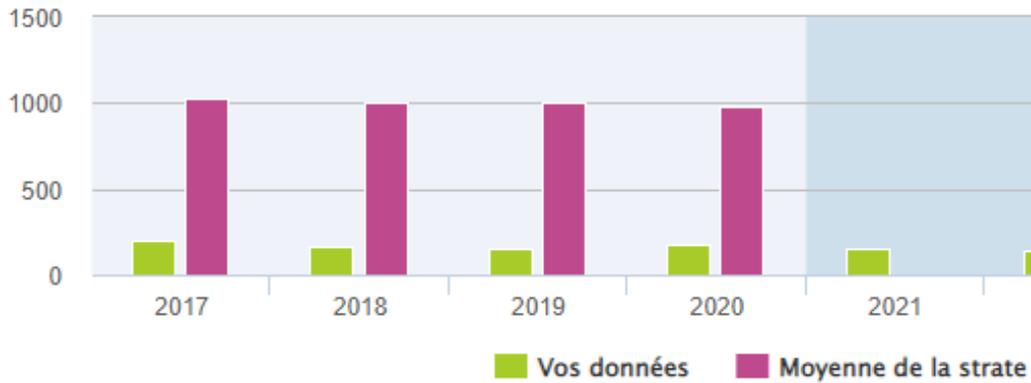
La ville n'a contracté aucun emprunt en 2021 et poursuit ainsi son désendettement.

A- La variation de l'encours :

Capital restant dû au 1 ^{er} janvier 2021 :	4 798 K€
Emprunt mobilisé :	0 K€
Remboursements du capital sur emprunts :	- 433 K€
Encours au 31 décembre 2021 :	4 365 K€
Encours de dette/hab :	159€
<i>(moyenne de la strate : 1 005€ /hab en 2018)</i>	

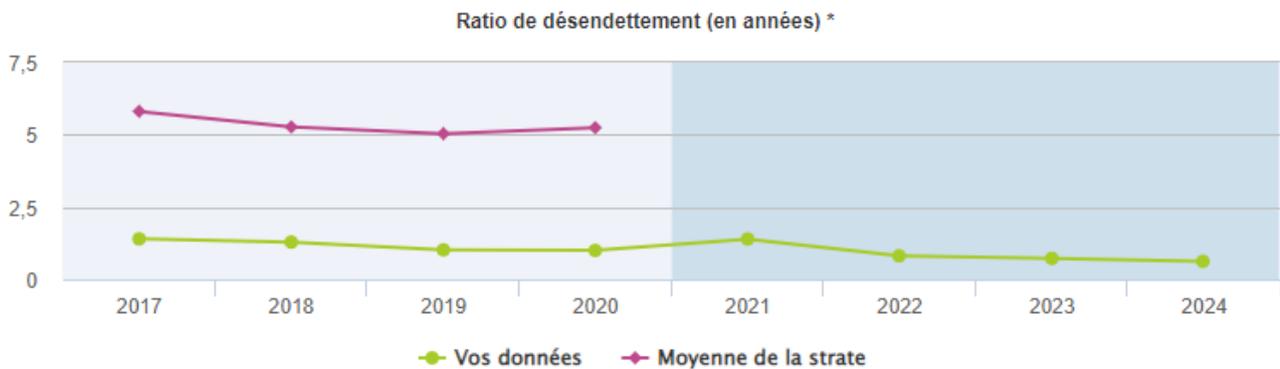
L'encours de la dette par habitant est très largement inférieur à la moyenne des communes de même strate démographique et la commune poursuit son désendettement pour arriver à un niveau de 159€ par habitant (177 € en 2020) contre une moyenne légèrement inférieure à 1 000€ € par habitant pour la strate des communes de même taille en 2020.

Encours de dette en euros / habitant



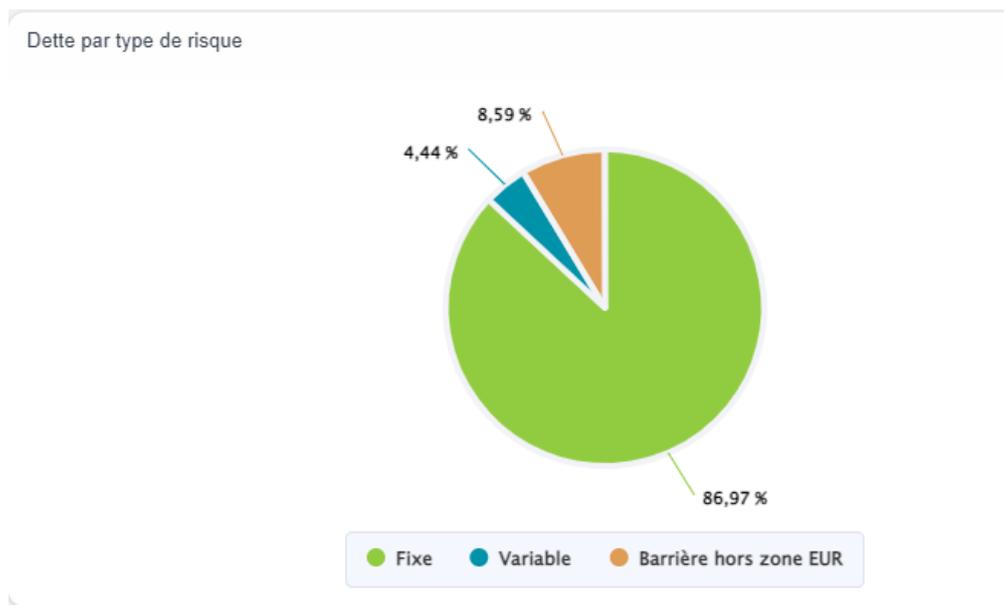
Le ratio de désendettement, qui mesure le nombre d'années nécessaire pour rembourser la dette si on y consacrait toute l'épargne, est de 1,39 année en 2021 contre une moyenne pour les communes de même strate de 5,24 années en 2020.

Ratio de désendettement (en années)



B- La structure de la dette :

87.6% des intérêts constituant la dette sont fixes.

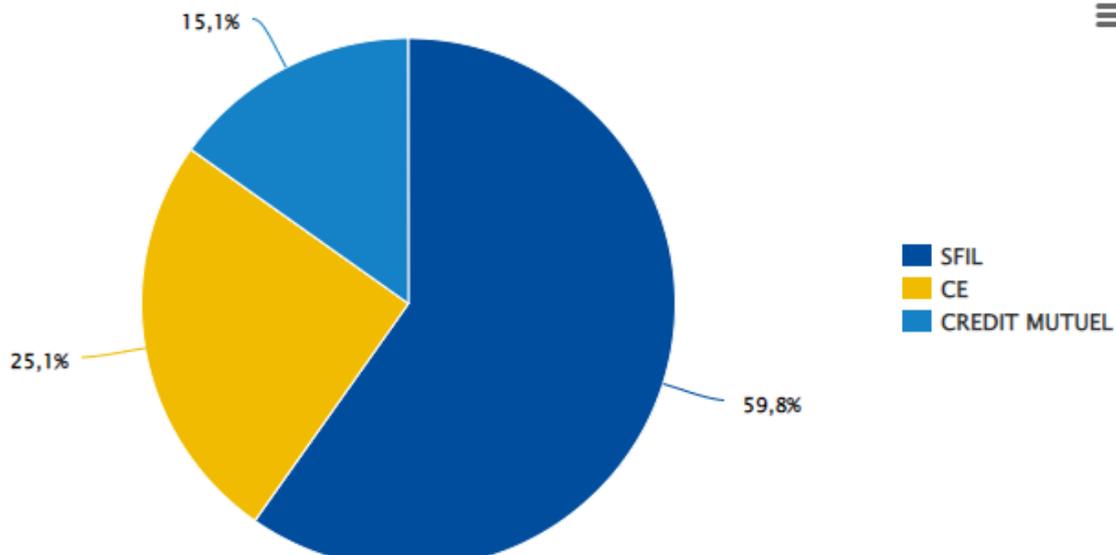


C- Les intérêts de la dette :

Les intérêts de la dette se sont élevés en 2020 à 81 K€, soit inférieurs à 3€ par habitant, en diminution depuis plusieurs années en raison du désendettement et d'une baisse significative des taux.

D- La répartition par prêteur

La répartition de l'encours de dette de la commune reste identique à l'année précédente (la SFIL et la Banque Postale ayant fusionné).



E- Le profil d'extinction de la dette

Dans l'hypothèse où la collectivité n'emprunte pas sur les prochaines années, le profil d'extinction de la dette serait le suivant :



Ainsi, si le désendettement de la commune se poursuivait, la ville de saint Sébastien n'aurait quasiment plus d'emprunt à rembourser à compter de 2030.

VI - Le compte de résultat 2021

Le résultat de l'exercice (recettes – mandats émis sur l'année 2021) s'élève à 7 M€, montant bien supérieur à 2020 du fait d'une affectation en réserve d'investissement conséquente au budget supplémentaire 2021.

Le résultat global de clôture 2021, qui intègre les résultats reportés des exercices antérieurs, s'élève à 10,28 M€.

Les restes à réaliser 2021, d'un montant de 5,9M€, doivent être prioritairement financés en section d'investissement.

Le résultat global de clôture net d'un montant de 4,3M€ et son affectation seront repris dans le Budget Supplémentaire 2022. Cette affectation pourra se faire tant en section de fonctionnement qu'en section d'investissement suivant les besoins futurs de la collectivité

COMPTE DE RÉSULTAT	
	En K€
<i>Résultat de fonctionnement 2021</i>	3 555
<i>Résultat d'investissement 2021 (hors restes à réaliser)</i>	3 487
Résultat de l'exercice	7 041
Résultat antérieur cumulé	3 234
<i>Dont résultat antérieur de fonctionnement</i>	2 691
<i>Dont résultat antérieur d'investissement</i>	543
Résultat global de clôture	10 275
<i>Restes à réaliser 2021</i>	-5 936
Résultat net de clôture	4 338

Les bons résultats de l'exercice 2021, couplée à des résultats reportés significatifs, permettent un maintien du résultat global au-dessus de 10M€ et illustrent la bonne santé financière de la collectivité.

Cette évolution reste à nuancer car les projets d'investissement du mandat ont pris du retard et les restes à réaliser augmentent depuis 2 ans, diminuant ainsi le résultat net de clôture depuis 2019.

Conjugué au programme d'investissement 2020-2025, ces reports de crédits risquent d'entraîner à moyen terme un besoin de financement en investissement conséquent, d'où la nécessité de préserver l'équilibre de la section de fonctionnement à son niveau actuel (entre 8 et 10M€ environ), ce qui passera nécessairement par une maîtrise de la masse salariale de la ville.

